

<https://ricochets.cc/RSA-generalisation-du-travail-obligatoire-des-2025-Le-bloc-bourgeois-exulte-les-pauvres-et-travailleurs-morflent-8090.html>



# RSA : généralisation du travail obligatoire dès 2025 - Le bloc bourgeois exulte, les pauvres et travailleurs morflent



- Les Articles -  
Date de mise en ligne : samedi 4 janvier 2025

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Le gouvernement Bayrou zombie, illégitime et détesté, semble encore au radar, mais ça n'empêche pas les lois pourraves des gouvernements précédents de s'appliquer, comme la mesure autoritaire antisociale et contre nature "RSA contre travail obligatoire".**

Une belle saloperie inscrite dans le plus pur macronisme et dans la norme capitaliste, qui enfonce les précaires et précarisent les exploités au travail.

Il ne suffira pas d'annuler ce genre de mesure antisociale particulièrement honteuse et criminelle, c'est le capitalisme en lui-même qui doit disparaître, et avec lui le "travail" et son idéologie de la soumission productiviste, l'argent et la propriété, etc.

- ▶ Quand des agences "France Travail" et des entreprises s'enflammeront "spontanément", les bourgeois rapaces et leur médias crieront au terrorisme, alors que ces enflures attisent sans cesse le feu sous la cocotte minute...

## **En 2025, le travail forcé se généralise avec la réforme du RSA**

Charles Booth, l'un des premiers sociologues anglais, au 19<sup>e</sup> siècle disait : "Les riches ont tiré sur les pauvres un rideau sur lequel ils ont peint des monstres". Aujourd'hui comme hier, la guerre aux pauvres bat son plein.

**Alors que plus de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France, qu'un enfant sur cinq ne mange pas à sa faim, que le scorbut fait son retour et que les plans de licenciement d'ampleur s'enchaînent, la réforme du RSA est entrée en vigueur le 1er janvier. 1,8 millions de personnes qui vont devoir justifier de 15h d'activité hebdomadaire ou perdre leur filet de sécurité.**

"Accompagnement rénové" est un euphémisme de technocrate qu'on traduit plutôt par travail forcé, sans contrat de travail, sans cotisation, sans droit, et moins payé que le SMIC horaire

"Accompagnement rénové" est un euphémisme de technocrate qu'on traduit plutôt par travail forcé, sans contrat de travail, sans cotisation, sans droit, et moins payé que le SMIC horaire. Le RSA, c'est déjà l'aumône. 608 Euros versés aux personnes sans emploi ni ressources, pour éviter de sombrer dans l'extrême pauvreté. Il faut être le plus déconnecté des politiques (ou le plus retors des capitalistes) pour affirmer que des êtres humains "profitent" de quoi que ce soit avec 600 euros par mois. On rappelle que le seuil de pauvreté est fixé à 1216 euros par mois, et qu'un tiers des personnes pouvant bénéficier du RSA ne le demande pas (par manque d'information, par honte ou par complexité des démarches).

**Cette loi, qui vise officiellement à remettre les chômeurs longue durée au travail et à faire des « économies », est une provocation alors que, dans le même temps, l'État français verse 200 milliards d'euros par an d'aides publiques aux entreprises sans aucune contrepartie et n'a toujours pas rétabli l'ISF. En comparaison, la réforme du RSA ne dégage quasiment aucune économie, c'est juste une manière de punir toujours plus les précaires parmi les précaires.**

Depuis décembre 2022, 19 départements étaient en phase de test pour cette réforme, avec des résultats plus que discutables. Ces 15h d'activité sont souvent du travail dissimulé. Une sanction "suspension-remobilisation" est même prévue d'ici le mois de juin. **Autrement dit : si vous ne vous soumettez pas au travail obligatoire, on vous laisse mourir. Le stade ultime du capitalisme, où l'on veut exploiter jusqu'à la dernière goutte la force de travail de**

chaque travailleur et travailleuse.

## ► **Travaille ou crève**

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) s'est indignée de cette réforme "attentatoire aux droits humains". Elle précise qu'il s'agit là "d'une relégation inacceptable des droits humains derrière les priorités économiques dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques sociales". La défenseuse des droits s'est également élevée contre cette loi : "Qu'est-ce que cette société qui va renforcer les inégalités au lieu de lutter contre ? Ce texte marque un renversement de ce qu'est notre droit constitutionnel".

Pour rappel, le principe d'un revenu minimum a été créé à la base comme filet de sécurité pour lutter contre l'extrême pauvreté. Le gouvernement de Michel Rocard met en place le RMI en 1988. En plein triomphe du néolibéralisme et des délocalisations, qui commençaient à créer un chômage de masse en France, François Mitterrand disait alors "l'important c'est qu'un moyen de vivre ou plutôt de survivre soit garanti à ceux qui n'ont rien". Le vote à l'Assemblée avait même fait l'unanimité : la bourgeoisie détruisait des millions d'emplois, les élus se disaient qu'il fallait bien donner une petite compensation aux pauvres.

En 2009 Nicolas Sarkozy transforme le RMI en RSA, en remplaçant du même coup différentes aides sociales comme l'allocation parent isolé ou la prime de retour à l'emploi, et en permettant aux travailleurs les plus précaires de toucher également le RSA. **On ne parle plus ici de lutte contre la pauvreté, mais d'une « prestation pour favoriser le retour à l'emploi », et cela change tout.**

## ► **Accentuer la contrainte, une politique inefficace**

Des contrôles et contraintes existent déjà en réalité. Des contrôles qui avaient déjà été analysés comme inefficaces. La menace de la sanction n'a jamais aidé qui que ce soit à trouver du travail. Au contraire, la CNCDH pointe le risque que les personnes renoncent tout simplement à leur droit au RSA, les faisant basculer dans une précarité encore plus extrême. **En France, on dénombre déjà que 34% des personnes ayant le droit de toucher le RSA ne le réclament pas, et près de 50% pour le minimum vieillesse. En réalité, le but de la réforme est de pousser toujours plus de gens à renoncer à leurs droits.**

Esther Duflo, prix Nobel d'économie, explique même que dans les pays avec un système social dans lequel les minimas sociaux sont non conditionnés, ou en tout cas non conditionnés à une activité, il n'y a absolument pas plus d'abus, les gens ne travaillent pas moins. Au contraire, l'Angleterre conservatrice de David Cameron a mis en place une réforme similaire en 2013, le crédit universel, afin « d'encourager le retour en emploi ». Résultat ? Des centaines de milliers de familles ont basculé dans la grande pauvreté, et cette réforme est aujourd'hui largement considérée comme un fiasco.

L'État veut réduire ses dépenses sur le dos des pauvres

**La réalité, c'est que l'État veut réduire ses dépenses sur le dos des pauvres.** En outre, de nombreuses questions restent sans réponse ? Comment justifiera-t-on de ces 15h d'activité ? Comment feront les personnes sans moyen de transport ? Comment les agent-es de "France Travail" (on a toujours autant de mal à l'écrire tant la formule écorche la bouche) vont pouvoir gérer ces 1,8 millions de personnes nouvellement inscrites dans leurs services ? Enfin, cette mesure risque en réalité d'augmenter le chômage : les patrons vont-ils garder des salarié-es sous contrat alors que l'État leur offre une main d'oeuvre gratuite et sans droits ?

►

## Le chômage est un choix politique

Cette réforme est une revendication ancienne du MEDEF. Il ne s'agit nullement ici, comme le patronat le prétend, d'accompagner un retour à l'emploi mais d'accentuer la mise en concurrence entre les travailleurs et les travailleuses afin de niveler vers le bas les salaires et les conditions de travail, et les forcer à accepter n'importe quel boulot même s'il ne correspond pas à leurs qualifications. Il s'agit d'isoler et d'individualiser au maximum les travailleurs et les travailleuses pour briser toute solidarité et toute velléité d'organisation et de lutte pour leurs intérêts.

**Le capital a besoin d'une main d'oeuvre abondante et la plus précaire possible. Et pour ce faire, il utilise une rhétorique ancienne, celle de la stigmatisation du pauvre.** Il y a d'un côté les "bons pauvres", ceux qui sont de la nationalité du pays dans lequel ils vivent, qui ont la bonne couleur de peau, et surtout qui peuvent prouver leur incapacité à travailler (les personnes âgées, invalides, ou s'occupant de leur famille). De l'autre côté du miroir, les "mauvais pauvres" : étrangers, en âge et en capacité de travailler mais qui ne travaillent pas.

Le discours de l'assistanat est une rhétorique politique qui sert tout simplement les intérêts de l'État et du patronat

Ce sont de ces derniers dont il faut se méfier, parce qu'ils ne font que "profiter" du système. Le discours de l'assistanat est une rhétorique politique qui sert tout simplement les intérêts de l'État et du patronat. C'est la recette du néolibéralisme : faire peser la responsabilité de l'échec d'un système sur l'individu, afin d'éviter d'avoir à remettre en cause le système lui-même. Si les pauvres sont pauvres, c'est de leur faute, pas de la faute d'un système qui les broie et qui a intérêt à les laisser dans la pauvreté.

► source, avec des liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2025/01/04/en-2025-le-travail-force-se-generalise-avec-la-reforme-du-rsa/>

► NOTE sur le dernier paragraphe ci-dessus :

Je ne dirai pas que le système est en échec, en réalité, au-delà de la réthorique pseudo-sociale trompeuse, le système a parfaitement réussi, puisque le capitalisme et les riches se portent bien, que les travailleurs et pauvres sont précarisés et culpabilisés. Le système n'a pas pour objectif le bien vivre pour tous, donc il enchaîne plutôt les victoires et réussites. Le chômage de masse est une pleine réussite pour le capitalisme.

Arrêtons de croire ou laisser croire que le système en place nous veut du bien mais qu'il échouerait à cet objectif.

## Pourquoi le travail obligatoire au RSA est la pire mesure de Macron

Ce 1er janvier, la réforme du RSA, expérimentée jusqu'à présent dans certains territoires, a été généralisée à l'ensemble du pays. Concrètement, les allocataires du RSA (635,71 euros par mois pour une personne seule sans enfant, pour rappel) vont être inscrits d'office à France Travail, ex-Pôle Emploi, et devront réaliser obligatoirement 15h d'activités par semaine, qui vont de l'atelier réalisation de CV à de « l'immersion en entreprise », c'est à dire du travail gratuit. S'ils ne font pas leurs heures, les Conseils Généraux, qui versent le RSA, pourront le suspendre et, concrètement, laisser ces gens déjà très pauvres crever de faim. Que l'on ne s'y trompe pas : la réforme du RSA est une mesure de mise au pas de toute la société, en terrorisant les plus pauvres et en faisant peur aux autres.

L'objectif de faire travailler les gens en contrepartie du RSA, n'est pas juste celui, parfaitement ignoble, d'humilier les

ultra-pauvres, les précaires, les chômeurs sans droits, les SDF, les jeunes, les gens fracassés par la vie qui ne sont plus en mesure de travailler. Il n'a pas pour simple vue de conforter les fractions les plus ignares des franges bêtement droitières et bourgeoises de la population dans leur vision stéréotypée et facile d'allocataires du RSA fumant des joints devant des documentaires animaliers, grassement nourris et logés sur l'argent du contribuable.

Il poursuit un second objectif, tout aussi grave que le premier : **réduire le prix du travail à des niveaux en-dessous du seuil de subsistance. Car faire travailler en échange d'une allocation, ce n'est plus une aide sociale, c'est un nouveau type de contrat de travail, un contrat où l'on fera travailler les gens à des salaires qui ne leur permettent même pas de manger et de se loger. On a donc ici une des plus offensives les plus violentes de la bourgeoisie depuis au moins un siècle.**

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a rendu un avis le 19 décembre dernier. Cet avis devrait alerter tous les défenseurs de la démocratie puisqu'elle estime que la réforme du RSA « porte atteinte aux droits humains ». Elle dénonce notamment un « dispositif qui subordonne le versement d'un revenu minimum de subsistance à la réalisation d'une contrepartie », d'autant que le montant actuel du RSA (635,71 euros par mois pour une personne seule sans enfant) « ne permet, par ailleurs, pas de vivre de façon digne ».

La CNCDH « alerte également sur la régression du droit à l'accompagnement social s'il se transforme en un contrôle sur l'effectivité de la remise au travail. Il risque en effet de contribuer à la maltraitance institutionnelle - tant auprès de la population ayant besoin de cette protection et y ayant droit que du côté des agents des administrations chargés d'appliquer des règles imprécises et/ou incomprises. »

► **Article complet :** <https://www.frustrationmagazine.fr/rsa-travail/>

Des extraits :

(...)

remplacer les emplois nécessitant peu ou pas de diplôme, normalement payés au SMIC, par des faux emplois, se rapprochant du travail forcé que l'on retrouve dans les dictatures très archaïques.

On retrouve un peu ce genre de dynamiques avec les stages étudiants : alors que l'on fait croire qu'ils sont censés bénéficier aux étudiants, ils permettent de remplacer et de mettre en concurrence les jeunes arrivants sur le "marché du travail" par des stagiaires dociles, sous payés, à qui l'on apprend que se faire exploiter est une chance et une opportunité. Cela permet donc de faire drastiquement baisser les salaires à l'embauche de ces jeunes, ainsi que leur capacité de négociation et d'exigence, et donc, à moyen terme, de faire baisser le revenu des travailleurs en général.

(...)

De la même manière : faire travailler les gens au RSA, c'est mécaniquement mettre beaucoup plus de gens au RSA.

**Car pourquoi embaucher quelqu'un au SMIC quand on peut avoir des travailleurs pour 7 euros de l'heure ?**

(...)

Ainsi transformer le RSA en un salaire en-dessous des minimas sociaux ne vise pas que les personnes au RSA, il cible l'ensemble des travailleurs en participant à une baisse généralisée des salaires.

**Il permet également un net renforcement du rapport de force favorable à la bourgeoisie en rendant quasi-impossible la démission, déjà très compliquée en temps normal.** Macron avait promis que nous pourrions toucher le chômage en cas de démission, ce n'est évidemment pas le cas (ou du moins il faut lire les astérisques pour comprendre les conditions délirantes dans lesquelles cela est possible). Le RSA est donc la seule garantie de pouvoir éventuellement subvenir à ses besoins vitaux si vous avez besoin de démissionner face à une situation insupportable. Avec cette mesure, vous saurez désormais que si vous démissionnez, vous ne quitterez votre travail que pour en trouver un autre, ou vous serez également exploités mais cette fois pour moins de 500 euros par mois.

(...)

**La réforme renforce le flicage sur les chômeurs en se mêlant de tous les aspects de leur vie, et surtout de la façon dont ils occupent leurs journées.** C'est pourquoi, dans son avis, la Commission nationale consultative des droits de l'homme estime que la réforme menace les libertés individuelles : « En renforçant le contrôle de l'emploi du temps des personnes sommées de s'investir pour un nombre d'heures donné dans une recherche professionnelle, certaines dispositions de la réforme renforcent les risques d'intrusion disproportionnée dans la vie privée des allocataires et de leur famille, du fait du partage de données personnelles sensibles à grande échelle. »

(...)

**Le taux de chômage et le nombre d'allocataires du RSA a autant à voir avec la motivation de ces derniers que le prix de l'essence à la pompe en a avec la vôtre quand vous allez à la station-service : on ne rend pas responsable un individu victime d'une situation économique nationale ou mondiale.**

(...)

**Les agriculteurs qui bossent 80 heures par semaines mais qui gagnent pas un rond, on les fait bosser 20 heures de plus ?** Les personnes qui ont un problème de santé (environ 40% des bénéficiaires du RSA) ou un problème de dépression (environ 36% des bénéficiaires du RSA), on les force à bosser ?

Et les plus âgés en fin de droits ? Ceux qui n'ont pas encore 64 ans si la réforme des retraites est maintenue et qui ne trouveront quand même plus de boulot parce que les employeurs leur riront au nez et qu'ils sont épuisés, on les force à bosser ?

(...)

Mais allons plus loin. Quand bien même une minuscule minorité "profiterait" du RSA, refusant de se tuer à la tâche pour le capital, de faire des jobs pourris, inintéressants, nuisibles pour l'environnement et pour l'intérêt commun, et alors quoi ? 500 euros c'est peu dire que ce n'est pas la grande vie : on sait que cet argent sera entièrement dépensé et donc réinjecté dans l'économie. En quoi cela serait si grave ? Leur absence de travail - et encore faudrait-il accepter la définition capitaliste du travail qui ne valorise que ce qui a une valeur marchande, c'est-à-dire une valeur pour le capital, car donner de son temps pour des associations c'est du travail, le travail domestique c'est du travail, écrire pour Frustration c'est du travail... - ne serait pas "récompensée", on donnerait simplement à ces derniers de quoi se nourrir !

En quoi cela serait plus grave que le fonctionnement du capitalisme où les riches ne gagnent de l'argent ni par leur travail, ni par leurs efforts ou leur "mérite" mais par leur propriété, c'est-à-dire en faisant bosser les autres et en volant le fruit de leur travail ? Bernard Arnault cumule plus de 150 milliards d'euros, soit 25 millions d'années de RSA , et le problème ce serait des personnes qui n'ont pas de quoi se nourrir et se loger et à qui on donne 500 euros par mois ?

Il est plus qu'urgent que nous leur fassions changer de priorité.

- ▶ **Article complet :** <https://www.frustrationmagazine.fr/rsa-travail/>
- ▶ voir aussi : [Pour les allocataires du RSA, un inquiétant « compte à rebours » a commencé](#) - A partir de janvier, la réforme de France Travail entrera en vigueur, et avec elle les 15h d'activités obligatoires pour les allocataires du RSA ainsi que l'intensification des contrôles. Agents de l'ex-Pôle emploi comme usagers s'inquiètent.